

Maître d'ouvrage :
MINISTERE DE L'INTERIEUR - PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Conducteur d'Opération :
Direction d'infrastructure de la défense (DID) de Fort-de-France

Opération :
CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE
Bld du Général de Gaulle - 97000 - FORT-DE-FRANCE

Maîtrise d'œuvre :
François MONNET - Gilles LE DRIAN - SCPA Dervain-Van The - architectes
68 rue Hoche, 93170 BAGNOLET - Tél : 01 43 62 64 22 - Fax : 01 72 71 84 49
Mobiles : MONNET : 06 71 57 59 12 / LE DRIAN : 06 08 53 66 18
332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE - Tél 0596 64 84 85 Fax 0596 64 69 56

GRONTMIJ SECHAUD BOSSUYT : Bureau d'études
Tour de Rosny2 – Av du Général de Gaulle - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX - Tél : 01 48 12 07 10 – Fax 01 48 12 07 01
CETE Ingénierie
Résidence Morne Vannier – Eole 2 - 97200 FORT DE FRANCE - Tel 0596 60 99 17 - Fax 0596 63 77 29
Geoff ROOKE consultant parasismique
Le Bas Lin, 44119 TREILLIERES - Tél/Fax : 02 51 82 62 48

PHASE : DCE

ANNEXES AUX PIECES TECHNIQUES ECRITES

3.1- NOTICE ENVIRONNEMENTALE 3.11 ANNEXE - CHARTE DE CHANTIER PROPRE



Indice	Date	Mise à jour
-	04/11/13	Notice initiale
1	17/07/14	Mise à jour suite aux remarques de la MOA
2	20/01/15	Mise à jour

TABLE DES MATIERES

UN CHANTIER A FAIBLES NUISANCES :	3
CHARTRE DE CHANTIER PROPRE	3
1. OBJET DE LA CHARTRE	3
2. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	4
2.1. <i>PRINCIPES GENERAUX</i>	4
2.2. <i>LES DIFFERENTS TYPES DE DECHETS</i>	5
2.3. <i>PRESCRIPTIONS RELATIVES AU TRI, APPLICABLES A TOUS LES LOTS</i>	6
2.4. <i>TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCE</i>	8
2.5. <i>PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE, A LA VALORISATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS, APPLICABLES AU PRESTATAIRE EXTERNE, CHARGE DE L'APPROVISIONNEMENT DES BENNES</i>	9
3. REDUCTION DES AUTRES NUISANCES DE CHANTIER	11
3.1. <i>PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA FABRICATION DU BETON :</i>	11
3.2. <i>PRESCRIPTIONS CONCERNANT LE BRUIT :</i>	12
3.2.1 Sensibilisation du personnel de chantier	12
3.2.2 Planification des tâches bruyantes	12
3.3. <i>PRESCRIPTIONS AUTRES:</i>	123
4. PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES	14
4.1. <i>CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DES PRODUITS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION</i>	14
4.2. <i>LIMITATION DES CONSOMMATIONS DE RESSOURCES SUR LE CHANTIER</i>	16
5. MANQUEMENTS - PENALITES	16
6. ENGAGEMENT	17
ANNEXE 1 : PICTOGRAMME DES DIFFERENTS DECHETS	18
ANNEXE 2 : DESIGNATION DES DECHETS	21
ANNEXE 3 : FILIERES DE REVALORISATION	24
ANNEXE 4 : SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS	25
ANNEXE 5 : EXEMPLE DE MISE EN PLACE DE CIDE	28

Commune de Fort-De-France (97)

Construction du nouvel Hôtel De Police

Exigences Environnementales

Un chantier à faibles nuisances

Charte de chantier propre

1. Objet de la charte

Ce projet de construction d'un nouvel Hôtel de Police se déroule dans le cadre d'une démarche de Qualité Environnementale des Bâtiments.

La gestion du chantier nécessite un suivi rigoureux du chantier.

Aussi, pour s'assurer de la bonne gestion des déchets par toutes les entreprises et éviter toute élimination sauvage de déchets, la présente charte « **Chantier propre** » est applicable à tous les lots et à tous les sous-traitants. Elle décrit les modalités de la gestion des déchets de chantier pendant l'opération.

D'une façon plus générale, cette charte a pour objectif de définir les conditions d'exécution des travaux pour limiter les nuisances du chantier vis à vis de l'environnement. Des dispositions complémentaires sont donc intégrées pour prévenir les nuisances sonores et visuelles ainsi que la pollution engendrée.

Cette charte engage la responsabilité des entreprises qui la signeront sur le respect des exigences du Maître d'Ouvrage. Si le respect de ces dispositions n'est pas respecté sur le terrain, des pénalités seront appliquées, selon les modalités décrites au paragraphe 5, soit à la ou les entreprises fautives clairement identifiées, soit aux entreprises solidairement responsables.

Dans le cas contraire, si ces dispositions sont appliquées, un certificat attestant que l'entreprise a satisfait aux exigences de cette charte sera remis à l'entreprise en fin de chantier.

Un cahier de chantier permettra d'établir un Bilan de chantier; il consignera tous les événements qui se dérouleront, notamment :

- les réclamations des riverains et leur traitement
- les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier
- les incidents ou accidents environnementaux intervenus durant le chantier, ainsi que le traitement des non conformités
- Les résultats détaillés sur les différentes quantités et qualités de déchets et le bilan financier de leur gestion.

L'objectif de ce bilan de chantier étant d'évaluer les réductions des nuisances environnementales. Il sera tenu par le responsable environnement du chantier désigné par les entreprises.

2. Gestion des déchets de chantier

Chaque entreprise devra désigner un **correspondant «environnement»**, chargé de relayer au sein des entreprises et de ses sous-traitants l'information sur le respect des exigences environnementales, les modalités de tri et d'évacuation des déchets et sur le chantier propre. Ce correspondant Environnement devra fournir en début de chantier l'estimatif du volume de déchets généré par chaque lot durant la phase chantier.

2.1. Principes généraux

L'organisation prévue a pour objectif d'assurer le respect des exigences réglementaires, dans des conditions de transparence des quantités de déchets et des coûts d'évacuation par type, tout en responsabilisant chaque entreprise.

C'est pourquoi :

- *Il n'est pas prévu de lot spécifique pour la gestion des déchets de chantier*
- *Les entreprises sont incitées à mettre en œuvre des accords avec leurs fournisseurs pour la récupération des emballages, des chutes, des contenants (pots, cartouches...). De tels accords seront formalisés par écrit et transmis pour information au Maître d'ouvrage.*
- *L'évacuation des déchets sera gérée via un compte inter-entreprises spécifique déchets*
- *Les entreprises qui possèdent leur propre filière (par exemple récupération des déchets inertes pour une utilisation ultérieure) devront fournir au Maître d'ouvrage les informations sur les quantités récupérées.*

Au démarrage du chantier, un compte inter-entreprises spécifique déchets sera mis en place pour l'organisation d'une gestion collective des déchets de chantier.

Ce compte inter-entreprises sera géré par le titulaire du lot « Gros Œuvre » pendant toute la durée du chantier. Il aura en charge la rédaction du SOGED (voir annexe).

Durant le mois de préparation de chantier :

Le titulaire du lot "Gros œuvre" sera chargé de choisir un prestataire externe pour l'approvisionnement des bennes et l'évacuation des déchets vers les filières les plus appropriées. Ce prestataire externe sera soumis aux obligations définies au paragraphe 2.5, relatives au stockage, à l'élimination et à la valorisation des déchets, et devra recevoir l'agrément du maître d'ouvrage.

Le gestionnaire du compte déchets sera chargé de :

- Gérer les relations avec le prestataire externe responsable de l'approvisionnement des bennes et de l'évacuation des déchets vers les filières les plus appropriées (demande d'approvisionnement ou d'évacuation de bennes, visa avant enlèvement des bennes, récupération des bordereaux de suivi des déchets)
- Vérifier la bonne exécution du tri auprès des entreprises
- Transmettre les bordereaux de suivi des déchets (BSD) au Maître d'ouvrage. Légalement, les BSD ne sont obligatoires qu'à partir d'un certain tonnage de

DIS. Cependant, le maître d'ouvrage a souhaité que les BSD concernent l'ensemble des types de déchets afin d'estimer, en fin de chantier, la quantité de déchets générés par type, le pourcentage de valorisation.

Le partage des dépenses engagées pour la gestion des déchets sera imputé sur le compte inter-entreprises en fonction de la nature et de la quantité de déchets produits par chaque entreprise.

Le lot gros œuvre devra récupérer en fin de chantier, auprès de son prestataire, le détail de la revalorisation des déchets du chantier par catégorie de déchet. Il tiendra un tableau de bord de suivi des déchets et tiendra à jour le cahier de chantier faisant état des différents événements se produisant sur celui-ci.

2.2. Les différents types de déchets

La réglementation conduit à identifier quatre catégories de déchets :

Les déchets non dangereux inertes

Ces sont des produits naturels (pierres, terres, matériaux de terrassement) ou manufacturés (béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire, ...) qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ils sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe III. Ces sites ne sont pas actuellement soumis à une réglementation spécifique, mais cette situation va évoluer. Par conséquent, les déchets inertes devront obligatoirement être dirigés vers un centre de recyclage.

Les déchets non dangereux non inertes

Ce sont des déchets produits par l'artisanat, l'industrie, le commerce et les services non dangereux ni toxiques et non inertes. Ils peuvent être mono matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume, ...) ou composites (fils électriques, adhésifs), fibreux (isolants en laine minérale, à l'exception de l'amiante), ou non (verre traité), alvéolaires (isolants en mousse PSR ou PUR).

Ces déchets seront dirigés vers des circuits de réemploi, recyclage, récupération, valorisation, des incinérateurs, ou des centres de stockage de classe II (à limiter au maximum) En effet, la loi du 13 juillet 1992 stipule que seuls les déchets ultimes seront autorisés en centres de classe 2 après le 1^{er} juillet 2002. Cette date butoir a cependant été repoussée à une date ultérieure.

Les déchets dangereux

Ce sont des déchets qui contiennent des substances dangereuses et nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination. Une première liste parue en 1997 donne par exemple :

- le bois traité avec de la créosote ou des sels de métaux lourds type CCA,
- les peintures, solvants et vernis étiquetés T+, T ou Xn ou dangereux pour l'environnement et les contenants associés

- les matériels de peinture (outils, emballages) souillés avec les produits précédents
- les produits issus de la combustion de la houille ou du mazout (goudrons, suies, ...)
- les produits chimiques de traitement (antioxydant, fongicides, abrasifs, détergents, ...)
- les agents de fixation et de jointoiement non mis en œuvre
- les huiles minérales de vidange
- les chiffons souillés par des produits de cette liste
- les déchets non dangereux non inertes mélangés et souillés par des déchets dangereux (en particulier les emballages vides non rincés)

Ces déchets doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération ou d'incinération.

Il sera veillé à l'étiquetage adéquat des produits dangereux.

Les entreprises devront avoir sur le chantier, à leur disposition, l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot.

Dans le cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions, et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Les déchets d'emballages

Ce sont des déchets non dangereux non inertes à condition qu'ils ne soient pas souillés par des produits dangereux. Au-delà d'une production de 1,1 m³/semaine, les DIB sont soumis à des objectifs de tri et de valorisation stricts (décret du 13/07/94 sur les emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages). Ce sont principalement :

- les palettes de bois ou de plastique
- les emballages plastiques (housses, cales polystyrènes, flacons, bouteilles et bidons) non souillés par des DIS
- les emballages en papier et en carton
- les emballages métalliques non souillés par des DIS
- les déchets d'emballages doivent être remis à une entreprise agréée pour être valorisés

2.3. Prescriptions relatives au tri, applicables à tous les lots

Aucun produit, matériau ou matériel ne doit être abandonné ou délaissé. Le déchet doit être dirigé ou préparé pour son évacuation et son traitement.

Les entreprises ont obligation de trier leurs déchets et de les déposer dans les bennes qui sont mises en place en fonction des opportunités de récupération et de valorisation locales.

Il est interdit :

- de brûler des déchets sur les chantiers ou ailleurs (loi 61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992)
- d'abandonner ou d'enfouir des déchets quels qu'ils soient, même inertes, dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges sauvages ou des chantiers

- de mettre en centre de stockage de classe III des déchets non « inertes » (loi 92-646 du 13 juillet 1992)
- de laisser des déchets spéciaux sur le chantier

Il est obligatoirement demandé :

- de séparer au minimum les quatre types de déchets suivants :
 - déchets non dangereux inertes
 - déchets non dangereux non inerte
 - déchets d'emballages
 - déchets dangereux
- de valoriser au maximum les déchets d'emballages

Le tri sera effectué au plus près des sources de production. Il conviendra de limiter la production de déchets au quotidien par les actions suivantes :

- choix des procédés et précisions des réservations, les réservations en polystyrène et polyuréthane seront interdites
- calepinage et quantification des matériaux pour limiter les découpes
- approvisionnements régulés des matériaux et entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage
- livraison sur palettes et conteneurs consignés
- recyclage sur place de certains déchets comme par exemple des déchets inertes pour des sous-couches de voirie (avec accord de la maîtrise d'œuvre)

Si les déchets ne sont pas triés, ils seront expédiés vers le centre de stockage capable de recevoir la catégorie de déchets la plus contraignante et le coût sera répercuté soit à l'entreprise fautive soit aux entreprises solidairement responsables.

Les entreprises devront :

- Réaliser une Carte d'Identification des Déchets de l'Entreprise (CIDE) et transmettre aux ouvriers une information précise sur le sujet. Le but des CIDE est d'informer les compagnons d'une entreprise sur la nature des déchets générés par leur activité et aussi de leur indiquer ce qu'ils doivent faire des déchets produits, et dans quelle benne les jeter (voir exemple de ce que peut contenir une CIDE en annexe). Cette CIDE sera remise à l'OPC en début de chantier.
- Mettre en place des moyens de collecte interne qui permettent à l'ouvrier de prolonger son geste sans effort supplémentaire lors de la création du déchet (lien chantier propre /ergonomie)
- Choisir judicieusement la position des conteneurs (contenants principaux et intermédiaires) de manière à ne pas augmenter la surcharge de travail des ouvriers
- Assurer la propreté des zones d'entreposage des déchets et de l'ensemble du chantier

Négocier avec les fournisseurs le type d'emballage (recyclé, perdu) en fonction de sa fonction et des moments possibles de déballage.

Analyser les fiches d'approvisionnement pour ne pas oublier les déchets d'usage (bois de coffrage, huile de décoffrage, matériaux de réservation, entretien des machines, eau de lavage des centrales à béton, déchets de repas...). Privilégier les produits recyclables.

2.4. Textes réglementaires de référence

Les principaux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets sont (liste non exhaustive) :

Textes réglementaires
Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ,
Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances
Arrêté du 4 janvier 1985 suivi des déchets
Loi n° 88-1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ,
Circulaire du 28 décembre 1990 et Arrêtés préfectoraux sur Etude Déchets ,
Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux , notion de déchets ultimes,
Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux déchets de classe I
Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages Industriels
Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
Arrêté ADR du 5 décembre 1996 sur le transport des déchets
Règlement CEE n°259/93 modifié par le 120/97 sur les mouvements transfrontaliers des déchets
Décret 98-679 du 30 juillet 1998
Directive européenne du 16 juillet 1999
Règlement des transports des matières dangereuses,
Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés
Schéma départemental d'élimination des déchets du BTP.
Règlement sanitaire départemental.

L'élimination et la valorisation des déchets devront s'inscrire dans le cadre des schémas régional et départemental d'élimination des déchets.

Bien que hors du champ d'application sur un chantier, le décret du 1^{er} mars 1993 relatif aux rejets de toutes natures des installations classées soumises à autorisation et la circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de traitement des déchets sont inclus dans les textes de base à respecter comme instructions techniques.

2.5. Prescriptions relatives au stockage, à la valorisation et l'élimination des déchets, applicables au prestataire externe, chargé de l'approvisionnement des bennes

Prescriptions relatives au stockage des déchets

Le prestataire externe sera chargé de l'approvisionnement en bennes et devra se conformer aux prescriptions suivantes :

Le stockage des déchets se fera :

- soit en benne ouverte (benne bateau ou benne avec porte) d'une hauteur qui permette la vidange aisée des déchets
- soit en benne fermée avec couvercle ou conteneur pour les déchets spéciaux (pour des raisons de sécurité et éviter le surcoût d'élimination d'eau souillée)
- soit en benne fermée ou bâchée pour les déchets que des intempéries prolongées pourraient rendre impropres à la valorisation,
- soit en benne couverte d'un filet pour les déchets d'emballages susceptibles de s'envoler
- soit en **big bag** (conteneur souple),
- soit autres (fûts, conteneur pour les métaux non ferreux par exemple)

Sur la zone d'entreposage des déchets seront au minimum présents :

- une benne pour les déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelage, béton, plâtre, etc.)
- un contenant pour les Déchets Dangereux (pots de peinture, résidus de colle, emballages divers de produits toxiques), avec un couvercle pour la protection contre la pluie.
- une benne pour les déchets d'emballages (carton, housses plastiques en polyéthylène, films polyane, polystyrène, PVC, palettes, etc.....)
- une benne destinée aux déchets non dangereux non inertes mélangés non valorisables ou souillés destinés à la décharge de classe 2 (plaques de plâtre-polystyrène, etc.). Ils ne doivent pas être souillés.
- une benne pour les déchets non dangereux non inertes valorisables (bois, ferraille,..) en fonction des phases du chantier

La présence de bennes par nature de contenu, leur nombre et leur volume pourront être variables en fonction de l'avancement du chantier et donc de la nature des déchets produits.

Au niveau des aires de stockage, le prestataire en charge de l'approvisionnement et de l'évacuation des bennes devra proposer :

- une signalisation des bennes claire, l'identification des bennes sera notamment assurée par des icônes facilement identifiables par tous sur des panneaux de grande dimension et par une couleur pour chacune des 5 catégories de déchets
- une implantation des bennes pouvant faciliter le tri

L'implantation des bennes les unes par rapport aux autres pourrait par exemple être toujours la même afin que l'identification soit systématique pour les entreprises. Pour ce faire, les emplacements des bennes pourraient être matérialisés par les panneaux de signalisation fixés sur des poteaux au sol et non sur les bennes. (ex de gauche à droite : inertes, déchets dangereux, emballages ; déchets non dangereux non valorisables, déchets non dangereux valorisables).

Voir pictogrammes proposés par SEBTP en annexe.

Un plan d'installation de chantier devra être réalisé et mis à jour à chaque phase du chantier. Il précisera notamment l'implantation des bennes de tri.

Prescriptions relatives à la valorisation et à l'élimination des déchets

Le prestataire aura en charge l'évacuation des bennes sur demande du gestionnaire du compte inter -entreprises vers les filières de valorisation et d'élimination.

Le tableau ci-dessous fournit les exigences en termes de valorisation et d'élimination des différents déchets :

Déchets collectés	Filière de traitement
Déchets inertes, gravats	Recyclage ou valorisation (technique routière, béton recyclé, remblai).
Déchets d'emballages (plastique, papiers et cartons)	Entreprise agréée pour valorisation, à défaut : Plateforme de regroupement ou Centre de tri
Métaux ferreux	Reprise pour recyclage par un ferrailleur, à défaut : Plateforme de regroupement ou Centre de tri
Bois bruts (non peints, non traités)	Valorisation en compost ou en plaquettes ou pour panneaux de particules, à défaut : Plateforme de regroupement ou Centre de tri
Bois traités, à l'exclusion des traitements à la créosote ou au CCA, ou peints, à l'exclusion de peintures toxiques	Filière à préciser, à défaut : centre de traitement agréé
Autres déchets inertes	Filière à préciser, à défaut : Plateforme de regroupement ou Centre de tri, à défaut enfouissement en décharge de classe II
Déchets dangereux	centre de traitement agréé

Il devra indiquer précisément la filière de destination des différents types de déchets au Maître d'Ouvrage pour validation avant intervention.

Il assurera :

Au niveau des contraintes légales :

- la fourniture des arrêtés préfectoraux d'autorisation des centres de regroupement, transit, tri, valorisation, élimination et mise en décharge pour Déchets non dangereux inertes et non inertes,
- la fourniture de l'arrêté municipal d'autorisation du site de remblaiement,
- les copies des certificats d'acceptation préalable des centres d'élimination des déchets dangereux
- la fourniture des agréments nécessaires pour le transport des déchets et la valorisation des déchets d'emballages industriels

- le respect de l'ADR pour la société s'occupant du transport des déchets dangereux (si nécessaire)

Au niveau des contrôles :

- la fourniture des tickets de pesée des destinataires de tous les déchets
- la présentation des justificatifs de valorisation

3. Réduction des autres nuisances de chantier

3.1. *Prescriptions concernant la fabrication du béton*

En raison d'une part, d'un manque d'espace sur site et d'autre part de la particularité de la nouvelle construction mettant principalement en œuvre une charpente métallique, la fabrication du béton sera externalisée et on aura recours à du béton prêt à l'emploi amené par camions. Néanmoins, les préconisations environnementales sur le chantier concernent le respect des horaires par rapport au bruit, et le lavage des roues avant de repartir pour éviter de transporter de la boue sur des kilomètres seront appliquées.

Ainsi un débourbeur sera mis en place avant la sortie du site afin de permettre de diminuer le risque de transporter de la boue sur le domaine public.

En ce qui concerne le lavage des goulottes, il est strictement recommandé de décanter les eaux de lavage avant évacuation vers le réseau eaux usées.

Aussi les 2 mesures suivantes devront être respectées :

- Rajout aux mortiers de pose et de rejointoiement d'un produit « antisels » de manière à réduire la propagation des sulfates et autres sels minéraux
- En cas de mise en œuvre de béton, les huiles de décoffrage utilisées seront nécessairement de nature végétale à plus de 95%, non nocives (Xn) et de ce fait biodégradables rapidement (> 60% à 28 jours selon la norme NF EN ISO 9408 OCDE 301 F). Elles devront comporter 4 gouttes (Très bon) dans la classification Synad Produits de Démoulage dans les rubriques « environnement » et « hygiène » ou équivalent. Les conditions de mises en œuvre seront :
 - Quantité d'huile réduite à 0.04 l/m² :
 - pulvérisation à buse adaptée
 - distance réduite
 - plate-forme étanche et goutte de récupération
 - formation du personnel à prévoir
- Les réservations en polystyrène et polyuréthane seront interdites. Bois, carton, tôle, thermo pierre leurs seront préférés.

3.2. Prescriptions concernant le bruit

3.2.1 Sensibilisation du personnel de chantier

La sensibilisation du personnel de chantier doit porter à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé.

Les entreprises seront tenues d'utiliser des procédés et des machines réduisant le bruit, compte tenu de l'occupation du site proche d'un collège et de l'atrium. La réglementation du 18 avril 1995 - décret 95-408 sera appliquée. Le niveau sonore résultant de l'activité du chantier devra être maîtrisé au maximum. Pour parvenir à cet objectif, les entreprises utiliseront les moyens suivants :

- coffrages vissés
- aiguilles de vibration non bruyantes
- matériel de chantier agréé CEE (mars 1986) et FRANCE (avril 1972), capotage à prévoir dans certains cas. Niveau sonore maxi du matériel : 75 dB(A) à 10 m de l'engin
- dispositifs anti-vibratiles pour les outils et les machines
- réservations bien positionnées évitant de percer le béton
- palissade antibruit

La réglementation sera susceptible d'être appliquée par les agents municipaux si des plaintes sont déposées (décret du 18 avril 1995).

Les certificats de conformité des engins de chantier devront être à disposition sur le chantier

3.2.2 Planification des tâches bruyantes

La localisation en centre-ville nécessite la planification des tâches bruyantes à des heures de moindre gêne, soit entre 8 h - 12 h et 13 h 30 – 17 h 30

En cas de livraison ou de manutention avec la grue le samedi, celle-ci est utilisée dans des plages horaires non sensibles pour les résidences mitoyennes au chantier, soit 9 h – 12 h

Une organisation des équipes et du matériel devra être prévue pour accomplir des tâches bruyantes au même moment sur une durée plus courte.

L'utilisation d'équipements électriques ou hydrauliques sera privilégié lorsque ceux-ci existent.

Les grues auront de préférence un moteur placé en position basse, selon les possibilités d'encombrement.

Aucune sonnerie de téléphone n'est branchée sur un haut-parleur extérieur aux cantonnements et sur la grue.

La communication entre le grutier et la zone chantier se fait par takie/walkie, évitant ainsi les sifflements des ouvriers et les coups de klaxon de la grue.

L'arrêt des moteurs des camions dès qu'ils stationnent dans les aires de travail est imposé.

Les chauffeurs ne démarrent leurs camions qu'au moment du départ de l'aire de déchargement/chargement.

3.3. Prescriptions autres

Principes généraux

Respect de la réglementation

Par temps sec, prévoir des arrosages sur les voies de circulation pour minimiser l'envoi de matériaux pulvérulents. Les stocks susceptibles de dégager des poussières seront également arrosés par temps sec.

Les substances telles que les huiles (graissages de engins, gas oil, huiles de décoffrage) et les laitances de béton ne doivent pas entrer en contact avec des surfaces perméables.

Les eaux sanitaires ne doivent pas être relâchées dans l'environnement : Le bon fonctionnement des installations sanitaires du cantonnement sera donc contrôlé régulièrement.

Les eaux de ruissellement et les eaux usées seront canalisées vers le réseau d'assainissement. Les zones de stagnation des eaux de ruissellement seront évitées.

Les eaux de fouille seront pompées, puis orientées vers des fosses de décantation.

Les déchets alimentaires devront être évacués dans les containers spécifiques.

Le nettoyage du chantier est à la charge des entreprises et devra être effectué dans les 24 h après demande du Maître d'Ouvrage. Si ce n'est pas réalisé dans ce délai, une entreprise de nettoyage extérieure sera missionnée pour le nettoyage du chantier, à la charge des entreprises solidairement responsables dans le cadre du compte inter-entreprises déchets ou à l'entreprise fautive si elle est clairement identifiée.

Les voiries devront être régulièrement nettoyées.

Une surface particulière sera prévue pour le lavage des équipements. Les eaux usées provenant du nettoyage du matériel seront canalisées vers les réseaux.

Prescriptions relatives aux fuites d'hydrocarbures

L'alimentation des engins en carburant se fait sur une aire protégée: L'opérateur dispose de produits résorbeurs afin de circonscrire immédiatement toute fuite. En dehors de l'opération de ravitaillement, aucun fût ne stationne hors des zones de stockage qui seront munies de bacs de rétention d'un volume suffisant pour éviter tout débordement. En période prolongée d'inactivité, les engins stationneront sur une zone identifiée, étanche et munie des dispositifs nécessaires pour circonscrire les fuites éventuelles

Les vidanges se font sur une zone munie d'un bac de rétention suffisant.

Prescriptions relatives à la pollution atmosphérique

On privilégiera l'utilisation de matériels électriques plutôt que thermiques.

Envol de poussières et matériaux

L'arrosage des surfaces par temps sec sera régulièrement effectué pour éviter l'envol des poussières. Cet arrosage sera effectué par le titulaire du lot gros œuvre.

Les poubelles seront munies de couvercles afin d'éviter tout envol de détrit, en particulier pour les conteneurs renfermant des matériaux légers, tels que les emballages plastiques.

Feu

Aucun feu n'est autorisé sur le chantier

Pollutions accidentelles

Prévoir si nécessaire une aire de stockage pour les matières dangereuses, les produits de vidange et les eaux de lavage.

Un kit anti-pollution devra être présent sur le chantier et les compagnons soient formés à son utilisation.

4. Prescriptions complémentaires

4.1. Caractéristiques environnementales des produits et matériaux de construction

Les entreprises devront être en mesure de fournir au Maître d'Ouvrage les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement et les revêtements intérieurs, relatifs à leur lot, en références à l'application de la norme NF P 01-010 (informations disponibles sur le site de l'AIMCC : www.aimcc.org).

A défaut, quand elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, doivent au minimum être connues des entreprises et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P 01-010. A savoir l'évaluation des risques sanitaires concerne actuellement :

- la contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs
- la contribution à la qualité sanitaire de l'eau.

Ces informations pourront être, le cas échéant, comparées au niveau de performance (quantitatif et qualitatif) fixé par le Maître d'Ouvrage en la matière.

De façon complémentaire, les actions suivantes sont demandées à toutes les entreprises :

Privilégier les systèmes et produits générant le moins possible de toxicité. En particulier :

- Les produits comportant une phrase de risque seront interdits. Seuls ceux comportant une des phases suivantes seront tolérés si aucune alternative n'est possible : R10-11-22-25, R36, 37, 38, 42 et 43.
- Les fibres minérales mises en œuvre devront justifier des tests de cancérogénicité (taille et biosolubilité des fibres) prévus par la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 (transposée en droit français le 28/8/98). Il est demandé que les isolants fibreux situés à l'intérieur de l'espace habité soient ensachés et leurs champs protégés.
- Les colles, peintures, vernis et lasures devront justifier d'un label Eco-label européen, Ange Bleu, Cygne Blanc, NF environnement ou équivalent. Sont interdits les produits comportant des éthers toxiques dérivés de l'éthylène glycol, les pigments à base de métaux lourds (plomb, cadmium, chrome). Dans tous les cas, ces revêtements devront répondre au **niveau d'exigence 2010** de la directive 2004/42/CE relative à la réduction des émissions de COV.
Le taux de COV devra être < 1g/L pour les peintures et lasures de murs, plafonds et bois.
- Les colles et produits de ragréage utilisés respecteront la classification EMICODE EC1, très faibles émissions de COV.

Les catégories EMICODE sont réparties, selon la méthode de contrôle très stricte de la GEV et les critères de classification GEV, en 3 classes d'émissions:

EMICODE EC1	Très faible émission
EMICODE EC2	Faible émission
EMICODE EC3	Non faible émission

Les bois reconstitués et agglomérés de bois devront satisfaire les exigences suivantes :

- Pour les panneaux de particules de bois collés : on exigera la classe d'émissions E1 de la norme EN 312-1 (émissions en formaldéhydes).
- Pour les panneaux de fibres : privilégier les panneaux de fibres HDF ou dur qui ne contiennent pas de colles. A défaut, les panneaux de fibres devront appartenir à la classe A de la norme EN 622-1 ou à la classe d'émissions E1 de la norme EN 312-1 (émissions en formaldéhydes).
- Pour les panneaux contreplaqués : ils devront appartenir à la classe A de la norme EN 1084 ou justifier du niveau E1, voire E0 de la classification européenne des produits (émissions en formaldéhydes).

Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) devront être produites pour chacun des produits proposés. Elles sont disponibles auprès des fournisseurs (contenu selon norme ISO 11014-1).

En cas d'utilisation de polystyrène sur le chantier, comme isolant, les découpes devront se faire au fil chaud.

En cas d'isolation par l'extérieur, le classement VETIR du procédé retenu doit nous être transmis.

4.2. Limitation des consommations de ressources sur le chantier

Négocier avec les fournisseurs le type d'emballage (recyclé, perdu) en fonction de sa fonction et des moments possibles de déballage.

Analyser les fiches d'approvisionnement pour ne pas oublier les déchets d'usage (bois de coffrage, huile de décoffrage, matériaux de réservation, entretien des machines, eau de lavage des centrales à béton, déchets de repas...). Privilégier les produits recyclables.

Des actions « développement durable seront réalisées durant le chantier, comme le tri du papier sur le chantier, la mise en place de covoiturage pour les compagnons...

Les relevés de consommations d'eau et d'énergie devront être fournis chaque mois à la Maîtrise d'Ouvrage.

5. Manquements - Pénalités

Des pénalités seront appliquées en cas de :

- Surcoûts occasionnés par le non-respect du tri sélectif. En plus du surcoût imputé aux entreprises par le prestataire externe, des pénalités seront appliquées par le Maître d'Ouvrage à l'entreprise fautive si elle est identifiée, sinon aux entreprises solidairement responsables.
Le montant de la pénalité est de 300 € HT par infraction.
- Dépôts de déchets hors de la zone d'entreposage des déchets pendant plus d'une journée, pénalité 300 € HT/jour
- Non-respect des horaires du chantier, et notamment des interdictions de circuler à certaines heures. Pénalité de 300 € HT/jour où les horaires ne sont pas respectés
- Non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés. Pénalité de 300 € HT/jour
- Non-participation des lots concernés à la journée de formation sur l'étanchéité à l'air, une pénalité de 350 € HT sera appliquée.
- Non nettoyage du chantier. Le nettoyage par un prestataire extérieur sera facturé à l'entreprise fautive si elle est identifiée, ou aux entreprises solidairement responsables.
Une pénalité de 300 € HT sera en outre appliquée de la même manière.
- En cas de non communication de fiches produits ou le cas échéant de Fiches de Données Sécurité ou de tous autres documents demandés dans la charte de chantier, une pénalité de 100 € HT par produit et par semaine de retard sera appliquée.

Le Maître d'Ouvrage et/ou le maître d'œuvre se réserve le droit de faire modifier tout ou partie des éléments conduisant à nuire à la propreté du chantier.

6. Engagement

Monsieur,

Agissant en qualité de pour le compte de l'entreprise

.....

S'engage à respecter la présente charte.

A, le

Signature et cachet.

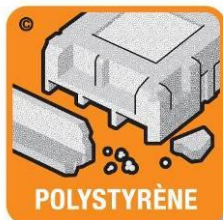
ANNEXE 1 : PICTOGRAMME DES DIFFERENTS DECHETS

DECHETS NON DANGEREUX INERTES



DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES





DECHETS DANGEREUX



FILIERES SPECIFIQUES



Source : SEBTP

ANNEXE 2 : DESIGNATION DES DECHETS

Code	Catégorie	Désignation des déchets	Filières d'élimination
03 00 00	DECHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS, DE LA PRODUCTION DE PAPIER, ...		
03 01 00	Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux de meuble		
03 01 01 00	DMA	Déchets d'écorce et de liège	S2 R I
03 01 02 01	✖	Sciure de bois traité avec des sels ou oxydes de métaux lourds ou créosote	S1 I
03 01 02 99	DMA	Autres sciures de bois	S2 I
03 01 03 01	✖	Copeaux, chutes, déchets de bois, de panneau de particules et de placages de bois contenant des sels ou oxydes de métaux lourds ou avec des créosotes	S1 I
03 01 03 99	DMA	Autres copeaux, chutes, déchets de bois, de panneaux de particules et de placage de bois	S2 I
03 01 99 00	DMA	Déchets non spécifiés ailleurs	S2 I
03 02 00	Déchets des produits de protection du bois		
03 02 01 00	D-DIS	Composés organiques non halogénés de protection	S1 I
03 02 02 00	D-DIS	Composés organochlorés de protection du bois	S1 I
03 02 03 00	D-DIS	Composés organométalliques de protection du bois	S1 I
03 02 04 00	D-DIS	Composés inorganiques de protection du bois	S1 I

08 00 00	DECHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVETEMENT, MASTICS ET ENCRE D'IMPRESSION		
08 01 00	Déchets provenant de la FFDU de peinture et vernis		
08 01 01 00	D-DIS	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants halogénés	S1 I
08 01 02 00	D-DIS	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants non halogénés	S1 I
08 01 03 01	✖	Déchets dangereux de peintures et vernis à l'eau	S1 I
08 01 03 02	DMA	Déchets non dangereux de peintures et vernis à l'eau	S2 I
08 01 04 01	✖	Déchets dangereux de peinture en poudre	S1 I
08 01 04 02	DMA	Déchets non dangereux de peinture en poudre	S2 I
08 01 05 01	✖	Déchets dangereux de peinture et vernis séché	S1 I
08 01 05 02	DMA	Déchets non dangereux de peinture et vernis séché	S2 I
08 01 09 01	✖	Déchets dangereux du décapage de peintures ou vernis à l'eau	S1 I
08 01 09 02	DMA	Déchets non dangereux du décapage de peintures ou vernis à l'eau	S2 i
08 01 10 01	✖	Suspensions aqueuses à caractère dangereux contenant de la peinture ou du vernis	S1 I
08 01 10 02	DMA	Suspensions aqueuses à caractère non dangereux contenant de la peinture ou du vernis	S2 I
08 02 00	Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement		
08 02 01 01	✖	Déchets dangereux de produits de revêtement en poudre	S1 I
08 02 01 02	DMA	Déchets non dangereux de produits de revêtement en poudre	S2 I

08 04 00	déchets provenant de la FFDU de colles et de mastics		
08 04 01 00	D-DIS	Déchets de colles et de mastics contenant des solvants halogénés	S1 I
08 04 02 00	D-DIS	Déchets de colles et de mastics contenant des solvants non halogénés	S1 I
08 04 03 00	DMA	Déchets provenant de colles et mastics à l'eau	S2 I
08 04 04 00	DMA	Colles et mastics séchés	S2 I
08 04 08 00	DMA	Suspensions aqueuses contenant des colles et mastics (sans solvants)	S2 I

15 00 00	EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE,...		
15 01 00	Emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages		
15 01 01 00	DMA	Déchets d'emballages en papier/carton non dangereux	R I
15 01 02 00	DMA	Déchets d'emballages en matière plastiques non dangereux	R I
15 01 03 00	DMA	Déchets d'emballage en bois non dangereux	R I
15 01 04 00	DMA	Déchets d'emballages métalliques non dangereux	R I
15 01 05 00	DMA	Déchets d'emballages composites non dangereux	R I
15 01 06 00	DMA	Déchets de mélange d'emballage	R I
15 01 99 01	✖	Déchets dangereux d'emballages	R I
15 01 99 02	DMA	Déchets d'emballages en textiles	R I
15 01 99 99	DMA	Autres déchets non spécifiés par ailleurs	R I
15 02 00	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et revêtement de protection		
15 02 01 01	✖	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et revêtement de protection, dangereux	S1 I
15 02 01 02	DMA	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et revêtement de protection non dangereux	S2 I

17 00 00	DECHETS DE LA CONSTRUCTION Y COMPRIS DE LA DEMOLITION ROUTIERE		
17 01 00	Béton, briques, tuiles, céramiques, et matériaux à base de gypse (y compris le plâtre)		
17 01 01 00	I	Béton	S3 R
17 01 02 00	I	Briques	S3 R
17 01 03 00	I	Tuiles et céramiques	S3 R
17 01 04 00	I	Matériaux de construction à base de gypse	S3 R
17 01 05 00	✖	Matériaux de construction à base d'amiante	S1 S2 S3
17 02 01 01	✖	Bois traité avec des sels ou oxydes de métaux lourds ou avec des créosotes	S1 R I
17 02 01 99	DMA	Autres bois	S2 R I
17 02 02 00	DMA	Verre	S2 R
17 02 03 00	DMA	Plastiques	S2 R I
17 03 00	Matériaux à base de bitumes et de goudrons		
17 03 01 00	✖	Matériaux contenant des goudrons	S1 I
17 03 02 01	I	Enrobés bitumineux et asphalte coulé	S3 R
17 03 02 99	I	Autres matériaux sans goudrons	S3 R
17 03 03 00	✖	Goudrons et produits goudronnés	S1 I
17 04 00	Métaux y compris leur alliage		
17 04 01 00	DMA	Cuivre, bronze, laiton	S2 R
17 04 02 00	DMA	Aluminium	S2 R
17 04 03 00	DMA	Plomb	S2 R
17 04 04 00	DMA	Zinc	S2 R
17 04 05 00	DMA	Fer et acier	S2 R

17 04 06 00	DMA	Etain	S2 R
17 04 07 00	DMA	Métaux en mélange	S2 R
17 04 08 00	DMA	Câbles	S2 R
17 04 09 00	DMA	Autres métaux	S2 R
17 05 00	Terres (y compris matériaux minéraux) et boues de dragage (y compris curage)		
17 05 01 01	✖	Déchets dangereux de matériaux minéraux naturels et de terres polluées	S1
17 05 01 02	I	Déchets inertes de matériaux minéraux naturels et de terres non polluées ou dépolluées	S3 R

17 05 01 99	DMA	Autres déchets de matériaux minéraux naturels et de terres polluées	S2
17 05 02 01	✖	Déchets dangereux de boues de dragage pollués	S1
17 05 02 02	I	Déchets inertes de boues de dragage non pollués	S3
17 05 02 99	DMA	Autres déchets de boues de dragages pollués	S2
17 06 00	Matériaux d'isolation		
17 06 01 00	D-DIS	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante libre	S1
17 06 02 01	I	Laine de verre, de roche, de laitier	S3 R
17 06 02 02	DMA	Autres matériaux d'isolation	S2 R
17 07 00	Déchets de construction et de démolition en mélange		
17 07 01 01	✖	Déchets de construction et de démolition en mélange contenant des matériaux dangereux	S1
17 07 01 02	I	Déchets de construction et de démolition en mélange ne contenant que des déchets inertes	S3 R
17 07 01 99	DMA	Déchets de construction et de démolition en mélange	S2

ANNEXE 3 : Filières de Revalorisation

Il existe 3 opérateurs privés qui opèrent sur l'île :

- Le groupe **MONPLAISIR**
- Le groupe **FIGUERES**
- Le groupe **PLASTIC OMNIUM**

La société **METAL DOM** récupère les déchets métalliques du BTP (ferrailles, tôles, déchets non ferreux.

Enfin, la société **E-COMPAGNIE** récupère les D.I.S. (Déchets Industriels Spéciaux)

ANNEXE 4 : SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS

Définition

La démarche SOGED doit aboutir à un document de référence (le SOGED Définitif) pour tous les intervenants du chantier (maîtres d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Il s'intègre dans une démarche globale de gestion des déchets du chantier de la conception à la mise en œuvre d'un projet.

Les objectifs du SOGED sont :

- Permettre au maître d'ouvrage de répondre à ses obligations réglementation, suivi, contrôle...),
- Définir concrètement les modalités de gestion et d'élimination des déchets de chantier, ceci dans le respect de la réglementation,
- Définir des modalités simples afin de permettre une réelle application.

Pour les marchés les plus importants, le SOGED Définitif pourra être traité comme une partie de la démarche qualité et intégré dans le PAQ.

Quatre étapes dans la démarche

- 1 Les actions préparatoires
- 2 La rédaction du SOGED Préparatoire
- 3 la rédaction du SOGED Définitif
- 4 le contrôle de l'application du SOGED

1 - Les actions préparatoires des maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre

Identifier et quantifier, par famille, les matériaux que l'entreprise rencontrera sur le site (audit démolition, définition des excédents...)

Intégrer dans les pièces de marchés la démarche SOGED

2 - Rédaction du SOGED Préparatoire pour les chantiers très importants

Le SOGED Préparatoire est un document remis par l'entreprise à l'appui de son offre, et qui interviendra dans son jugement au titre du critère « qualité des prestations ». C'est un document personnalisé pour chaque offre.

Son contenu :

Il doit préciser, dans la pratique, en une ou deux pages maximum, les engagements pris par l'entreprise quant à une gestion concrète des déchets de chantier (la méthode employée pour la démolition et le tri, le mode de transport et le lieu d'évacuation, les méthodes de suivi et de contrôle).

3 - Rédaction du SOGED Définitif

Le SOGED Définitif est un document remis par l'entreprise après concertation avec le maître d'œuvre, pendant la période de préparation du chantier. Il précise et détaille le SOGED

Préparatoire quand celui-ci existe, ou à défaut, précise les engagements de l'entreprise formulés dans l'offre. C'est un document personnalisé pour chaque marché.

Son contenu :

Après un travail préparatoire avec le maître d'œuvre (qui va s'assurer de la bonne prise en compte des exigences du MOA), l'entreprise précise très clairement (après mise au point en concertation le cas échéant avec le titulaire de la mission déchets) les modalités de gestion et d'élimination des déchets du chantier.

Au travers du SOGED définitif, l'entreprise expose et s'engage sur :

Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...), ou le tri sur le site

Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,

L'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,

Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,

Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Le SOGED Définitif est soumis au visa du maître d'œuvre et devient une pièce contractuelle du marché.

4 – Contrôle de l'application du SOGED Définitif

Le maître d'ouvrage comme l'entreprise est responsable des conditions d'élimination de ses déchets. Le maître d'œuvre, pour le MOA, doit donc contrôler la bonne application du SOGED définitif.

L'entreprise doit fournir des documents d'enregistrement en cours et en fin de chantier, appelés bordereaux de suivi des déchets de chantier, justifiant la traçabilité des déchets.

ETAPES	ACTEURS	ROLES
Conception	MOA	Annonce sa volonté du respect de l'environnement, de la réglementation, et de voir appliquer la démarche SOGED.
Préparation	MOA MOE	Évaluation préalable des natures et quantités de déchets produits et des réemplois ou réutilisations sur place Réalisation d'un audit pour les démolitions importantes
Appel d'offres	MOA MOE	Identification et quantification, par catégorie, des matériaux Pièces du marché intégrant la démarche SOGED
Remise de l'offre	Entreprise	Pour les chantiers très importants : Rédaction du SOGED Préparatoire joint à l'offre.
Période de préparation	Entreprise MOE	Mise au point du SOGED Définitif et visa du MOE
Réalisation des travaux	Entreprise MOE	Suivi de l'application rigoureuse du SOGED Définitif Mise à jour éventuelle des dispositions spécifiques dans le cas de matériaux rencontrés non identifiés dans le dossier d'Appel d'Offre
DGD	Entreprise	Remise au MOE des bordereaux de suivi des déchets de chantier

SOURCE : CONSEIL GENERAL DE L'ISERE

ANNEXE 5 : EXEMPLE DE MISE EN PLACE DE CIDE



Exemple de démarche d'entreprise du bâtiment pour une gestion optimisée des déchets

Mise en place d'une gestion des déchets par une entreprise du bâtiment	Entreprise d'électricité
	Nombre de salariés : 200

« Notre souhait était de mettre en place une démarche globale de la gestion des déchets au sein de l'entreprise, dans les ateliers comme sur les chantiers. Cette démarche s'inscrivait dans le cadre de notre démarche qualité. Aujourd'hui, notre pari est réussi.

Nous nous sommes, non seulement, appropriés la réglementation en vigueur, mais nous l'avons transformé en une stratégie gagnante pour l'entreprise :

- ✓ Nous maîtrisons nos filières de valorisation et nos coûts (nos outils d'analyses nous démontrent qu'en s'organisant de la sorte, le coût de la gestion de nos déchets est neutre, les recettes compensent les dépenses de valorisation)
- ✓ Nous gardons la traçabilité de nos rebuts,
- ✓ Nos salariés sont formés,
- ✓ **L'image de l'entreprise est valorisée.**
- ✓ Nous sommes en mesure de prendre en compte **dans nos offres** ces données nouvelles.
- ✓ **Nos clients sont pour le plus grand nombre séduits par notre démarche. »**

La mise en place de la gestion des déchets a nécessité plusieurs étapes :

Etape 1. Identification des déchets résultants de notre activité, et leurs flux ; approfondissement de nos connaissances réglementaires, puis recherche des différentes filières et solutions de valorisation et d'élimination possibles.

Etape 2. En fonction des informations recueillies, définition d'une organisation avec des objectifs à atteindre. En atelier comme sur les chantiers, qu'il soit en gestion individuelle ou collective des déchets, nous avons opté pour une gestion des déchets en flux tendu au poste de travail avec un maître mot « Valorisation maximale ».

Etape 3. La mise en place s'est faite en deux temps :

- ✓ information, sensibilisation et formation des salariés sur la démarche adoptée ;
- ✓ mise en place opérationnelle de la gestion des déchets.

Etape 4. Mise en place d'un outil de suivi de notre gestion des déchets.



Description du mode de gestion des déchets :

LE TRI

L'opérateur intègre la mise au rebut des déchets dans son mécanisme de production, et ce qu'il soit en atelier ou sur un chantier : **le tri se fait à la source**. Pour cela, il n'a besoin que de quelques petits conteneurs à ses côtés, comme des petites boîtes en carton ou big-bags par exemple.

La gestion en flux tendu au niveau du poste de travail a été mise en place car elle permet :

- ✓ un gain de temps et donc de productivité (évite l'opération de tri a posteriori),
- ✓ l'espace de travail n'est pas encombré et évite des accidents du travail, coûteux pour l'entreprise.

Au siège de l'entreprise, une aire de stockage délimitée et clairement identifiée a été mise en place pour chacun de ces matériaux avant leur acheminement dans les filières dédiées.

LES FILIERES

Les matériaux triés, sont alors :

- valorisés dans les filières adaptées pour le carton, le bois, les tourets, les lampes, la ferraille et le cuivre, etc (certains de ces matériaux ont une valeur de revente) ;
- broyés dans nos locaux pour les gaines PVC, rebues de nos fabrications pour être revendues au fabricant (réinjection dans son cycle de fabrication).

Afin de réduire la quantité de déchets produits, les palettes Europe, sur lesquelles sont conditionnés les produits achetés par l'entreprise, sont échangées via un négociant en palettes par des palettes de dimension moins courantes. Ces dernières sont utilisées pour trier les déchets sur les chantiers.

LE SUIVI

Plusieurs tableaux comparatifs permettent, aujourd'hui, d'analyser régulièrement la production de déchets en terme, de quantité, de coût, de qualité de valorisation. Cela permet à l'entreprise de définir ses objectifs d'une année sur l'autre et de les suivre dans le cadre du plan d'action qualité qui doit permettre de diminuer chaque année les quantités de déchets produits.